

NE LAISSONS PAS LA BATAILLE DES ÉNERGIES NOUS FAIRE PERDRE LA GUERRE CLIMATIQUE !

Les discussions sur la programmation pluriannuelle de l'énergie à l'Assemblée nationale ont encore démontré que certains en France continuent d'opposer les énergies entre elles, alors même que l'Europe réoriente sa politique sur la neutralité technologique. Cette situation crée la plus grande confusion et plus personne n'est capable d'y voir clair sur la question énergétique, pourtant centrale dans la lutte contre le réchauffement climatique.

La neutralité carbone ne se gagnera pas dans un duel technologique! Cette posture stérile et totalement contre-productive nous éloigne des objectifs de l'Accord de Paris.

La transition énergétique ne se décrète pas ; elle se construit. Les choix énergétiques engagent la nation sur le long terme. Ils conditionnent notre capacité à nous chauffer, à produire, à nous déplacer. Il ne peut y avoir de transition climatique sans une décarbonation réelle de l'énergie. Et pas de souveraineté sans décisions assumées dès aujourd'hui, pour les décennies à venir.

Les faits parlent d'eux-mêmes : black-out électrique, tensions géopolitiques, incertitudes sur les technologies et sur les matériaux... L'actualité récente nous rappelle que la sécurité énergétique repose sur la diversité des approvisionnements. La transition énergétique n'a pas besoin de champions solitaires, elle a besoin d'un collectif engagé sur la même trajectoire. Chaque énergie décarbonée a ses forces – fiabilité, coût, flexibilité, disponibilité, potentiel de stockage – et ses faiblesses – intermittence, coûts d'exploitation, manque de flexibilité, déchets, temps de mise en œuvre. Chacune constitue une option pour un avenir technologique que nous ne connaissons pas et dans laquelle la France doit rester présente.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un système énergétique fondé sur la complémentarité, la résilience et l'efficacité, au profit des consommateurs et de leur choix de décarbonation. Car, au final, ce sont bien eux qui décideront en fonction de leurs besoins, leurs usages et leur capacité à faire.

Miser uniquement sur des solutions qui ne porteront leurs fruits qu'en 2040, c'est surtout reporter l'action climatique à demain. Pendant ce temps, notre maison brûle et le CO₂ continue de s'accumuler. À l'État de fixer un cap de

décarbonation ambitieux, de garantir un cadre stable pour soutenir la transformation. Aux acteurs économiques, aux territoires, aux industriels et aux consommateurs de trouver et choisir les solutions les mieux adaptées à leur réalité.

Ces solutions sont déjà à l'œuvre partout dans les territoires. Elles s'appuient sur une multitude de technologies sobres, performantes, propres – et déjà disponibles. L'hydraulique, le biométhane, le nucléaire, l'éolien, la chaleur fatale, les gaz verts, le bois-énergie, le solaire, le biopropane... et surtout l'efficacité et la sobriété énergétiques représentent autant de leviers concrets, éprouvés, et permettent d'agir dès maintenant, tout en continuant à investir pour innover. Et cela, au meilleur coût.

À l'heure où nous courons après les tonnes de CO₂, l'appropriation des solutions et des projets par nos concitoyens est indispensable. Et les Français sont prêts! La dernière grande enquête IFOP, réalisée auprès de nombreux Français, éclaire sur ce qu'ils veulent vraiment. Ils disent oui à la décarbonation! Oui au mix énergétique! Oui aux énergies renouvelables, même à proximité de chez eux !

Chaque tonne de CO₂ évitée aujourd'hui constitue une dette climatique de moins demain. Ce que nous défendons, c'est une approche systémique, pluraliste et pragmatique. Une vision ancrée dans les territoires, tirée de l'expérience, et non dictée depuis un bureau parisien.

Pas celle d'une énergie contre une autre. Mais d'un système fiable, complémentaire et capable de tenir ses promesses à un coût maîtrisé.

Cette tribune est cosignée par :

